

les possibilités d'emploi. Heureusement, grâce aux progrès de la technologie, ces possibilités se sont accrues; quoi qu'il en soit, le climat est un facteur réel au Canada.

• (8.10 p.m.)

Quel est le niveau de plein emploi que nous devons essayer d'atteindre à tout prix? A en croire le chef suppléant du Nouveau parti démocratique, les programmes d'expansion économique régionale sont inefficaces et le gouvernement devrait viser le plein emploi à tout prix, quelque soit l'inflation qu'il provoque; les fonds dépensés présentement dans les régions moins bien partagées du Canada devraient être affectés à l'assistance sociale dans les régions où les bénéficiaires d'une politique inflationniste de plein emploi ne se feraient pas sentir directement; nous devrions abandonner ces gens au bien-être social, et ne plus y penser. Pour moi, c'est difficile à accepter.

On a aussi suggéré des dégrèvements immédiats. Le ministre des Finances (M. Benson) a indiqué que cette année le gouvernement empruntera 2.2 milliards de dollars sur le marché. Jusqu'à quel point les députés de l'opposition veulent-ils que le gouvernement emprunte? Jusqu'à quel point veulent-ils que le gouvernement augmente les pressions inflationnistes sur l'économie? Qu'on nous fasse des suggestions réelles et sérieuses. Si les députés souscrivent à une baisse de 6 p. 100 de l'impôt sur le revenu, comme l'ont suggéré certains députés d'en face, le gouvernement devra accroître de 50 p. 100 ses emprunts, ce qui les portera à près de 3.5 milliards de dollars par année. Voilà qui aurait des répercussions significatives sur le marché de l'argent au Canada, sur la capacité des grandes sociétés de trouver des fonds, ainsi que sur les taux d'intérêt.

Le gouvernement se porte garant des mesures économiques sélectives qu'il a prises dans son budget de décembre et qui visaient à atténuer les problèmes économiques dans les régions où la situation était la plus grave. Je n'ai pas l'intention d'énumérer toutes les initiatives que le gouvernement a prises depuis qu'il a décidé, le 1^{er} mars dernier, d'amorcer la relance de notre économie, mais qu'il suffise de dire qu'elles ont été importantes. Parmi ces mesures on trouve le programme LIFT, destiné aux agriculteurs des Prairies, des prêts supplémentaires à la SCHL pour les logements à bon marché; un supplément de fonds hypothécaires pour la Société du crédit agricole; des prêts supplémentaires pour le ministère de l'Expansion économique régionale; la remise accélérée aux gouvernements provinciaux des recettes fiscales; le programme d'emplois d'été pour les étudiants, l'année dernière et cette année; des fonds supplémentaires pour le financement de logements en août de l'année dernière, atteignant un total de 250 millions de dollars—des fonds dirigés sur le marché du logement dont se sont inquiétés certains aujourd'hui; de nouveaux programmes d'équipement et de travaux, et aussi des affectations accrues pour la formation de la main-d'œuvre, en octobre dernier. Puis, dans son budget de décembre, le gouvernement a présenté de nombreuses mesures sélectives pour combattre les difficultés économiques dans les régions où elles sont les plus graves.

Des députés ont soutenu aujourd'hui que le gouvernement devrait immédiatement s'efforcer d'abaisser encore

d'une façon sensible les taux d'intérêts. Ils sont aujourd'hui au niveau le plus bas qu'ils aient atteint depuis longtemps. Par exemple, le taux actuel des bons du Trésor à 91 jours est de 3.02 p. 100, et de 3.08 p. 100 pour les bons à 182 jours. Les emprunts à long terme s'obtiennent maintenant à un taux moyen de 6.7 p. 100, par rapport à celui de 8 p. 100, l'automne dernier. Ces réductions sont très importantes, et ce sont en réalité les taux les plus bas qu'ait connus le Canada depuis bien des mois.

On a préconisé aussi un investissement massif de fonds dans la construction et la remise en état de logements. Le ministre sans portefeuille chargé de la Société centrale d'hypothèques et de logement a fourni à la Chambre, le 10 février, de nombreuses données relatives au programme gouvernemental de logement pour cette année et manifestement certains députés ont besoin qu'on les leur rappelle.

Le gouvernement poursuit une politique dont l'objectif est de construire au moins un million de nouveaux logements pour la période quinquennale de 1970 à 1974 inclusivement. Le budget total de cette année pour la Société centrale d'hypothèques et de logement s'établit à 942 millions de dollars, à comparer au budget original de 854 millions pour 1970. Nous prévoyons environ 220,000 mises en chantier cette année. En comparaison, il y en a eu 190,000 en 1970, qui a été la troisième meilleure année de l'histoire du Canada, et ce, en dépit des conditions économiques qui existaient.

Quant aux emplois créés, on prévoit que le programme de construction de logements pour cette année produira directement au moins 60,000 hommes-années de plus. Naturellement, beaucoup d'avantages et d'emplois en résulteront indirectement. Pour ce qui est de la rénovation, le ministre sans portefeuille a signalé dans son discours qu'aux termes de l'article 40, des prêts au montant de 172 millions de dollars seraient consentis par la SCHL, non seulement pour la rénovation mais aussi pour l'achat de vieilles maisons.

On a proposé que des prix obligatoires et principes directeurs au sujet des salaires soient adoptés immédiatement. On a fait à ce sujet les deux recommandations suivantes. La première est qu'il faudrait limiter les profits en fonction de l'expérience à long terme. C'est un fait notoire que les profits des entreprises commerciales à l'heure actuelle dépassent de beaucoup la moyenne à long terme. C'est une situation regrettable pour le monde canadien des affaires, mais c'est vrai. Cette idée de limiter les profits en fonction de l'expérience à long terme est évidemment absurde. En imposant une limite aujourd'hui, on établirait un principe directeur qui autoriserait des profits sensiblement plus élevés qu'il ne le soit à l'heure actuelle. Or, ce n'est pas là ce qu'on voulait.

On a suggéré par ailleurs que les augmentations salariales soient établies en fonction de l'augmentation de la productivité. Voilà un axiome en science économique, car toute augmentation de salaire générale qui dépasse l'augmentation de la productivité est évidemment inflationniste. C'est ça, l'inflation. Cependant, en disant qu'une telle politique pourrait être efficace suivant un principe de sélection, on ne tient absolument pas compte du fait que dans les industries tertiaires les augmentations de la productivité sont extrêmement difficiles à établir, et que,